

Questions orales

Canada devrait, dans la mesure du possible, avoir lieu au Canada même. En outre, le ministre fédéral de l'Environnement a rappelé que, sans exception, tous les BPC relevant de la compétence du gouvernement seront interdits d'exportation. Ce sont là de bonnes nouvelles.

Le ministre s'est également engagé à veiller au nettoyage des dépotoirs de déchets toxiques contaminés d'un bout à l'autre du Canada en vertu du principe du pollueur-payeur et a souscrit à la mise en oeuvre d'un programme supplémentaire de partage des coûts de 250 millions de dollars pour nettoyer les sites présentant des risques élevés et dont on n'aura pas retrouvé le propriétaire.

Au sujet de la qualité de l'air, le ministre a annoncé que le gouvernement fédéral imposera des règlements très rigoureux, aussi rigoureux que ceux qui seront appliqués en Californie, pour contrôler les émissions de gaz d'échappement des voitures d'ici aux cinq prochaines années.

Les Canadiens réclament à cor et à cri un Canada plus propre. Je suis convaincu que la réunion de Charlottetown marque le début d'une période de collaboration accrue entre les autorités fédérales et les autorités provinciales, qui aboutira à un Canada plus sain et plus responsable.

* * *

LES PROGRAMMES SOCIAUX

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, le Conseil national du bien-être social a rendu publique son étude sur les répercussions du projet du gouvernement de recouvrer les allocations familiales et les prestations de sécurité de la vieillesse. Contrairement aux dénégations du premier ministre, le conseil estime que ce projet sonne le glas du vieux principe canadien de l'universalité. Un programme social qui assure des prestations à tous pour ensuite les retirer complètement à certains n'est pas un programme universel.

[Français]

Selon l'étude du Conseil canadien du bien-être, le gouvernement est en train de gruger les allocations familiales et les pensions de vieillesse. Ces nouvelles mesures discriminatoires et de plus en plus compliquées menacent petit à petit l'universalité de nos programmes sociaux. Il est évident que nos enfants, nos personnes âgées, nos défavorisés et, dans la prochaine décennie, les familles à revenu moyen sont les victimes.

[Traduction]

En supprimant le caractère universel des allocations familiales, en réduisant les prestations de chômage et en revenant sur ses promesses en matière de garderies, le gouvernement a démolé, en l'espace de cinq ans, un cadre social que le Canada avait mis cent ans à construire. Assez, c'est assez, disent les Canadiens.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre au sujet de l'utilisation par les ministres des avions Challenger.

Selon le Rapport du Vérificateur général, à la page 145, les lignes directrices stipulent, et je cite:

«Ces appareils ne peuvent être utilisés à des fins ayant trait au parti ou à la circonscription, ni dans le cadre d'une campagne électorale.»

Monsieur le Président, étant donné que ces lignes directrices officielles, établies par le premier ministre du Canada, établissent que ces avions du gouvernement ne doivent jamais être utilisés pour tout ce qui touche à une campagne électorale, le vice-premier ministre peut-il nous fournir la liste complète des gens qui ont utilisé les avions du gouvernement, des coûts d'utilisation, et les objectifs d'une telle utilisation, entre le 1^{er} octobre 1988 et le 21 novembre 1988? Qui s'est servi de ces avions pendant l'élection? Et pour quelles raisons?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, suite au Rapport du Vérificateur général, déposé hier, j'ai justement donné instruction au Contrôleur général du Canada de rendre cette information disponible pour tous les députés de cette Chambre et tout le public canadien, incluant le nombre de fois que chaque ministre, individuellement, a utilisé un avion du gouvernement; deuxièmement, la date, l'itinéraire, le nom des passagers, pour chaque voyage où l'avion a été utilisé, la raison de l'utilisation de ces avions, et finalement le coût de chaque voyage à bord d'un avion Challenger du gouvernement. Tout cela va maintenant être disponible sur une base régulière, et mon honorable collègue va avoir plein accès à cette information.